

NATIONS UNIES



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  **CONSEIL DE SÉCURITÉ**

Distr.
GÉNÉRALE

A/35/60
S/13732

10 janvier 1980

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-cinquième session
RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ENQUÊTER
SUR LES PRATIQUES ISRAËLIENNES AFFECTANT
LES DROITS DE L'HOMME DE LA POPULATION
DES TERRITOIRES OCCUPÉES

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-cinquième année

Lettre datée du 9 janvier 1980, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire part de la grave préoccupation de mon gouvernement devant les mesures qu'Israël continue de prendre pour démolir des lieux islamiques historiques et évacuer les habitants arabes, en poursuivant des fouilles de grande envergure dans l'enceinte de la vieille ville de Jérusalem, comme le montrent les faits suivants :

Le 8 décembre 1979, la radio israélienne a annoncé qu'un bâtiment islamique appartenant à la famille Al Mu'aqit s'était écroulé. Ce bâtiment est situé dans le quartier de Bab Al-Hadid, qui se trouve dans l'enceinte de la vieille ville de Jérusalem. Selon les autorités israéliennes, l'accident serait dû à des pluies abondantes à ce moment-là.

Deux jours plus tard, le 10 décembre 1979, les journaux arabes Al-Sha'b et Al-Fajr, publiés à Jérusalem, ont donné une version différente de la chose. Ils ont révélé que la cause principale de l'effondrement du bâtiment était les fouilles entreprises par les autorités israéliennes sous celui-ci et dans les zones avoisinantes. Ils ont également conclu que l'effondrement du bâtiment conduirait à la destruction de tous les biens Waqf adjacents, qui représentent 26 immeubles où vivent 222 habitants arabes de Jérusalem.

Pour se rendre compte de la gravité de l'accident, il faut savoir que ces immeubles qui sont des biens Waqf sont situés à Housh Al-Nasara, encore appelé Housh Al-Dnf, au centre de Bab Al-Hadid, qui se trouve à une trentaine de mètres de l'entrée d'Al-Haram Al-Sharif, et que Bab Al-Hadid même est situé au carrefour des quatre quartiers adjacents à Al-Haram Al-Sharif, à savoir, Bab Al Silsilah, Bab Al Qatineen, Bab Al-Habs et une partie du quartier d'Al-Widi. La destruction de ces quartiers entraînera la disparition d'environ 300 bâtiments historiques qui sont des biens Waqf, ce qui serait en fait une catastrophe historique, ces bâtiments étant un symbole unique de la civilisation arabe et islamique.

De l'avis mûrement considéré de mon gouvernement, les fouilles illégales entreprises par Israël constituent une violation de la Convention de Genève de 1949 ^{1/} et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies relatives à la protection et à la conservation des sites religieux et historiques.

Mon gouvernement espère sincèrement que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour faire cesser ces actes illégaux, qui mettent en danger les Lieux saints islamiques de la vieille ville de Jérusalem.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point intitulé "Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés", et du Conseil de sécurité.

Le Ministre plénipotentiaire,
Chargé d'affaires par intérim,
(Signé) Saleh A. AL-ZUBI

^{1/} Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973, p. 287.